

Les écoles font-elles face à une montée des revendications identitaires et religieuses ?

Après la sortie d'un ouvrage sur la montée de l'islamisme dans les écoles francophones, des représentants du monde laïque se font le relais de ce cri d'alarme. Mais le phénomène n'est pas objectif. Les acteurs de l'école rejettent cette focalisation sur l'islam et invitent à la nuance.

DOSSIER

CHARLOTTE HUTIN

À la veille des quatre ans de la mort de Samuel Paty, ce professeur d'histoire-géo assassiné en France par un jeune radicalisé, la Maison de la laïcité Lucia de Brouckère accueille des enseignants fraîchement retraités et des membres du collectif « Les Universalistes ». Nous sommes le 15 octobre 2024. Cette rencontre est l'occasion d'évoquer la multiplication « des revendications identitaires, communautaires et religieuses » dans les établissements scolaires en Belgique. L'école serait confrontée à de « terribles menaces ». En ligne de mire : l'idéologie islamiste qui prône, selon Djemila Benhabib du collectif « Laïcité Yallah-Belgique », la fusion entre l'islam et l'Etat. « Dès la maternelle, des élèves refusent de colorier des petits cochons. A six ans, lorsqu'on demande à un enfant qui est la personne la plus importante pour lui, il répond Allah », illustre Anne van Langenhoven, enseignante retraitée. Au rang des menaces idéologiques, elle évoque aussi l'écriture inclusive et le véganisme.

Une autre enseignante retraitée aborde le changement progressif du corps enseignant. « Quand je suis arrivée, il y avait cette diversité dont je rêvais », témoigne Kaoukab Omani. « En 2007, mon école a engagé une enseignante qui portait le voile. Quinze ans plus tard, la majorité des profs sont des femmes voilées. La première action de l'assistante sociale a été de jeter les préservatifs. L'atmosphère a changé ; la salle des profs s'est scindée en deux. Je n'entendais parler que d'identité, d'intégration, des Blancs, de nous. Pour cette école, c'est trop tard. »

Le collectif des Universalistes prône l'inscription de la neutralité de l'Etat dans la Constitution. Il regroupe des personnalités de la société civile et du monde politique de tous les partis, à l'exception des écologistes. Né un an avant les élections de 2024, le mouvement ne cache pas sa volonté de porter certains sujets à l'agenda politique : « Quand va-t-on enfin entendre ce cri d'alarme dans nos écoles ? », interroge Georges Dalle-magne (Les Engagés). Fin octobre, la ministre de l'Education, Valérie Glatigny (MR), a indiqué, sur ses différents réseaux sociaux, avoir rencontré Les Universalistes pour parler « de neutralité dans l'enseignement avec des professionnels de l'école ».

Ce collectif, ses membres et ses soutiens, apparaît très clairement dans l'ouvrage, publié en septembre dernier, *Allah n'a rien à faire dans ma classe* des journalistes Laurence D'Hondt et Jean-Pierre Martin. « Grâce à un comité d'enseignants de la Haute Ecole Francisco Ferrer (qui s'était engagé en faveur de la neutralité et contre le port de signes convictionnels dans l'enseignement supérieur du réseau officiel, NDLR), nous avons pu joindre d'autres professeurs souhaitant exprimer leur désarroi », explique Jean-Pierre Martin, ancien reporter, notamment dans le monde arabo-musulman. « Nous avons rencontré une soixantaine de professeurs, issus d'établissements en Wallonie et à Bruxelles, dans la discrétion la plus totale. La plupart ont insisté pour garder leur anonymat. » Un acteur de l'école interviewé dans ce livre relate au *Soir* que le sujet de l'ouvrage, à savoir l'islam, n'était pas clairement énoncé et que les questions étaient orientées. Un autre, que l'angle était limpide sans que le titre jugé « polémique » ne soit annoncé.

Le livre, qui se veut « un cri d'alarme », prend la forme d'un recueil de témoignages et relate des difficultés vécues en classe. Il y a Kamel, enseignant d'origine algérienne, qui a reçu une lettre de menace à son adresse ou Adeline qui a dû mettre en place la séparation des boîtes à tartines selon que la nourriture soit halal ou non. « Les enseignants sont confrontés à l'islamisme à des degrés divers. Cela peut aller de propos sexistes des plus petits à l'égard de leur professeur féminin à la contestation ouverte de la Shoah », soutient Jean-Pierre Martin. « Dans les "écoles ghettos", la prégnance de ce phénomène est plus aiguë que dans des écoles plus privilégiées. Nous avons pu, dans l'ensemble, observer une contestation des savoirs et des valeurs, ainsi qu'une difficulté pour les professeurs d'être bien outillés. » La première version du recueil, celle reçue par *Le Soir*, a dû être rééditée pour retirer le passage de deux enseignantes à leur demande.

Les experts cités dans le livre développent un mode de pensée homogène, intransigeant sur la laïcité. A la question « pourquoi cette focalisation sur l'islam », Laurence D'Hondt répond : « Bien sûr, on aurait pu élargir aux ultra-orthodoxes juifs ou aux intégristes ca-

tholiques qui partagent la même remise en cause des sciences, le même rejet de l'homosexualité, mais ces communautés sont minoritaires. » Jean-Pierre Martin ajoute : « L'idéologie islamiste vient heurter la sécularisation. » Selon les auteurs, qui insistent sur leur volonté de ne pas stigmatiser une population, enseigner serait « devenu un métier dangereux ».

Un discours adapté, non censuré

Sans nier les difficultés de la place de la religion à l'école, aucun enseignant ou direction interrogés par *Le Soir* ne fait état d'une montée de « l'idéologie islamiste », ni d'une peur d'exercer leur métier ou d'autocensure. Ils évoquent plutôt la nécessité d'adapter leur discours en tenant compte de la sensibilité des élèves. « Quand j'ai commencé à enseigner, je suis arrivée avec mes gros sabots en me disant que j'allais éveiller les consciences », se souvient Lucie*, professeure de français dans une école secondaire à discrimination positive de Bruxelles-Ville. « Je n'étais pas préparée à être confrontée à des adolescents, pas seulement sur des sujets liés à la religion. »

Très vite, Lucie a ajusté son approche sans occulter les sujets sensibles. « J'aborde la question de la transidentité à travers le mythe d'Hermaphrodite plutôt que par un documentaire. La religion intervient dans la manière dont mes élèves appréhendent certains sujets, mais elle ne les empêche pas de faire preuve de discernement. » Professeure de sciences sociales, Nadège* choisit volontairement des exemples au sein du catholicisme pour montrer à ses élèves, majoritairement musulmans, que la religion peut être source de domination. « Non par peur, mais par empathie ; mes élèves sont sans cesse réassignés à leur religion. »

Interrogée dans l'ouvrage de Jean-Pierre Martin et Laurence D'Hondt, Nathalie* dit se sentir moins concernée par cette radicalisation islamiste que par « une radicalisation tout court ». « J'apprends à décoder les différents interdits ou revendications de l'éducation ou de la culture du pays. Je me trouve confrontée à certaines formes de tabous. Mes filles musulmanes revendiquent le port du voile lors des sorties, si je montre des tableaux avec des



femmes nues ou si nous allons au théâtre et que des scènes intimes sont dévoilées, nous en parlons avant. »

Si des « problèmes indéniables » existent avec la place du religieux dans l'espace scolaire, Cédric, docteur en histoire qui forme de futurs instituteurs, estime qu'ils ne sont pas imputables à une seule religion. « Il y a une obsession à pointer l'islam. J'ai autant de problèmes avec des pentecôtistes, des radicaux catholiques, des témoins de Jéhovah. Il est, par ailleurs, contradictoire d'avoir un réseau confessionnel, des cours de religion dans la grille horaire avec une cotation à la clé et s'attendre à ce que le religieux ne s'exprime pas à l'école. »

« Toujours l'islam »

Beaucoup d'enseignants constatent un moindre positionnement chez les élèves, en ce compris des positions radicales. « J'enseigne la Shoah sans entendre le moindre discours négationniste, ce qui n'était pas le cas lorsque j'ai commencé à enseigner », évoque Carine*, professeure d'histoire dans une école de Molenbeek. « Chaque année, des élèves tentent de me convertir à l'islam. Je leur réponds que ça fait vingt ans qu'on essaye, je n'ai jamais eu qu'un rire comme réaction. Je n'ai pas peur de leur dire que je suis juive. »

Déborah Lorguet est professeure de français et de religion catholique à l'Ins-

La Belgique francophone ne dispose pas de statistiques sur l'évolution des comportements radicaux dans les écoles.

© MATHIEU GOULINVAUX.

La religion intervient dans la manière dont mes élèves appréhendent certains sujets, mais elle ne les empêche pas de faire preuve de discernement

Lucie (nom d'emprunt)
Professeure de français dans une école secondaire à discrimination positive de Bruxelles-Ville

”

l'experte « Pour une partie des jeunes, l'islam est

ENTRETIEN

C.HN

Corinne Torrekens est professeure en sciences politiques à l'Université libre de Bruxelles et directrice du Germe, un centre de recherche spécialisé dans les relations ethniques, la migration et l'égalité. Elle travaille depuis vingt ans sur l'islam en Belgique, en particulier à Bruxelles. Elle a notamment publié l'ouvrage *Islams de Belgique* (Editions de l'Université de Bruxelles).

Assiste-t-on à une montée de l'islamisme dans les écoles de la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

Lorsque j'ai rencontré des enseignants il y a quelques mois, ils étaient tendus par rapport à la manifestation du religieux dans le cadre scolaire. On ne peut pas le balayer d'un revers de la main,

mais les écoles peuvent vivre des situations très différentes en fonction de leur bassin de recrutement. La réaction va aussi dépendre de la sensibilité des directions d'école, de leur degré de compétence au sens de leur trajectoire professionnelle. Si les enseignants perçoivent des tensions, la situation doit pouvoir être objectivée.

L'an dernier, des institutions islamiques se sont opposées à l'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (Evras). Ces manifestations relèvent-elles de revendications politiques ?

Les données statistiques et quantitatives que nous avons montrent que les musulmans de Belgique se positionnent significativement en faveur des régimes démocratiques, de la neutralité d'Etat, de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. En revanche, ils se positionnent différemment à l'égard de

la sexualité et de l'éthique (comme l'euthanasie et l'avortement). On est en présence d'un conservatisme sociétal. La campagne de désinformation autour de l'Evras a provoqué une forme de panique morale. Il s'agit de revendications politiques, mais toute revendication par rapport à l'école est une revendication politique, parce qu'elle cherche à influencer la manière dont la société perçoit un phénomène. Il existe des attentes très fortes dans la communauté musulmane sur des partis communautaires tels que la Team Fouad Ahidar pour autoriser le port du voile, instaurer des jours de congés confessionnels. Ces demandes ne sont pas antidémocratiques puisque la Belgique reconnaît et régule le fait religieux.

Des enseignants font état de difficultés avec des jeunes d'origines diverses. Pourquoi l'islam est-il davantage poin-